



**ARRÊTÉ DU MAIRE N° 7/2026  
PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;

Vu le Code le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

Vu le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la délibération en date du 30 juin 1993 par laquelle le Conseil Municipal a décidé des droits de place acquittés par les commerçants locaux, les propriétaires de terrasses de café, les transporteurs....

Vu l'arrêté du Maire n°895/2022 fixant le cadre et les règles d'occupation du domaine public par le commerce local

CONSIDÉRANT la requête en date du 07 janvier 2026 par laquelle **Madame Vesselina GARELLO**, sis 9 rue Général de Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470), sollicite une autorisation temporaire pour l'organisation de réunions de quartiers sur le domaine public.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Madame Vesselina GARELLO est autorisée à organiser des réunions de quartiers sur le domaine public.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation se rapportera exclusivement à l'installation des éléments mentionnés à l'article 3, et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

**ARTICLE 3 :** Le domaine public ne pourra être occupé qu'aux dates, lieux et horaires suivants :

- Samedi 07/02/2026 : Parking du collège Leï-Garrus de 11h00 à 12h30,
- Dimanche 08/02/2026 : Aire de jeux allée des Amandiers de 11h00 à 12h30,
- Samedi 14/02/2026 : Aire de tri ancien chemin de Tourves de 11h00 à 12h30,
- Dimanche 15/02/2026 : Parking sud MJA de 11h00 à 12h30,
- Samedi 21/02/2026 : Aire de tri parking du petit Nice de 11h00 à 12h30,
- Dimanche 22/02/2026 : Aire de tri chemin des Terriers de 11h00 à 12h30,
- Samedi 28 février 2026 : Aire de covoitage chemin de Grand-Rayol,
- Dimanche 01/03/2026 : Parking CIC rond-point du Mont Fleury,
- Samedi 07/03/2026 : Parking école Paul Barles,
- Dimanche 08/03/2026 : Parking pôle enfance Jean Dorian de 11h00 à 12h30.

Les services de la Police Municipale de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume matérialiseront l'emplacement des éléments, dont l'emprise au sol ne devra pas excéder :

**ARTICLE 4 :** Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis -à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

**ARTICLE 5 :** Madame Vesselina GARELLO, est tenue de laisser propre les alentours des éléments installés sur le domaine public.

**ARTICLE 6 :** La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 7 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 07 janvier 2026  
Le Maire,

Alain DECANIS

